

Alex Lollia de la CTU ne croit pas à la grève générale pour cette fois

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

6 décembre 2013

ALEX LOLLIA

Alex Lollia a très clairement indiqué que le syndicat dont il est le secrétaire général – la CTU – ne s'associerait pas cette fois à la mobilisation lancée par les autres syndicats ayant pour chef de file l'UGTG. Il explique pourquoi.

Alex Lollia : Le syndicalisme comme toutes choses en Guadeloupe marche sur la tête. À la CTU, nous comprenons mal, que quelques dirigeants syndicaux, aussi brillants qu'ils soient, puissent décider en petit cercle restreint d'une grève générale, concernant des milliers de salariés. Par ailleurs, comment peut-on s'engager dans un mouvement d'ampleur, quand les couches populaires ne sont pas encore remises de la défaite de 2009 ? Sauf à faire preuve de mauvaise foi, nous devons reconnaître que 2009 fut un échec cuisant, même si la lutte a été massive et enthousiaste. Quel discours devons-nous tenir aux victimes de 2009 ? Aux nombreux travailleurs qui ont perdu leur emploi ? L'éthique syndicale exige que nous assumions toutes nos responsabilités. C'est en ce sens que nous avons plaidé lors des réunions unitaires, pour un forum social où chaque travailleur pourrait librement partager avec les autres, son expérience, ses doutes, sa vision de l'avenir. Malheureusement, certains ont préféré commencer par la fin.

Le Courrier de Guadeloupe : Quelles peuvent être alors les bases minimales d'un rassemblement des forces vives de la Guadeloupe auquel vous seriez partie prenante ?

A. L. : La lutte contre le chômage et la création d'emplois demeure pour nous une priorité ? 1/5 de la population active – plus de 60 000 personnes – est privé d'emploi. La question du SMIC guadeloupéen nous semble déterminante. Une famille guadeloupéenne ne peut vivre décemment avec

le SMIC versé en France hexagonale, quand on connaît l'écart des prix entre les deux pays. Il n'y a pas non plus de société viable sans l'éducation et la formation des hommes. La création d'un organisme unique pour la formation des travailleurs est une priorité. L'autre dossier tout important est la protection des terres agricoles. Je n'oublie pas le droit au logement, à la santé et au transport et à la protection sociale et à la reconnaissance des syndicats guadeloupéens.

LCG : Bien des problèmes soulevés par le LKP sont restés en stand-by : Vie chère, prix du carburant notamment. Même si les revendications sociales n'ont pas été satisfaites, quel bilan faites-vous du mouvement LKP de 2009 ?

A. L. : Le LKP en favorisant le travail commun d'organisations syndicales, politiques, d'associations, de structures de pêcheurs et de paysans a permis aux couches populaires de s'élever au-dessus de leur ligne de flottaison. Mais le LKP a été paralysé par son manque d'audace politique et son défaut de vision de l'avenir. Ne fallait-il pas faire ou tenter de faire le saut historique qui aurait permis de dépasser les revendications sociales immédiates pour poser le problème d'un projet de société fondé sur des valeurs humanistes. Le désastre vient certainement de là. Il a été renforcé par une absence de démocratie, par des négociations secrètes, de signatures de protocoles d'accords vides. En définitive, il s'agit d'un échec social, politique, économique et moral.

LCG : Au final, le mouvement lancé par l'UGTG peut-il prendre, comme en 2009 ?

A. L. : Au vrai, il ne s'agit pas d'un mouvement lancé par l'UGTG mais par une intersyndicale dont les contours touchent à l'infini entre indépendantistes et départementalistes assermentés. Sans vouloir jouer au gaded zafè, la mobilisation peut être conséquente puisqu'il y a un ras-le-bol général. Mais aucun secteur économique ne sera paralysé. Il y a chez les travailleurs un doute, une méfiance qui n'est pas levée, et qui ne le sera pas tant que le silence sera imposé sur le bilan de 2009. 2009 à 2013, cela n'a pas de sens. On sait bien que l'histoire ne se répète jamais deux fois. Sinon la première fois comme une tragédie, la deuxième fois comme une comédie. Le 5 décembre risque à la fois d'être tragique et comique.

5 DÉCEMBRE

Décryptage d'une gronde sociale

5 décembre. Une date qui résonnait depuis plusieurs semaines dans les oreilles de la population comme une menace. L'appel lancé par le leader et visage du LKP, Élie Domota a très vite été repris par la quasi-totalité des organisations syndicales. Une impression de déjà-vu a fait enfler la rumeur d'un désir de mobilisation à l'image de 2009. Interrogés sur la question, les principaux syndicats sourient, temporisent, esquivent. " *Il n'y a pas de recettes magiques, l'implication de la population et donc son adhésion à une cause ne se façonne pas, nous ne nous attendons pas à un remake de 2009* " , commence Eddy Damas, chargée de la communication à l'UGTG. Une affirmation qui fait pourtant apparaître un tout autre son de cloche au fur et à mesure qu'il se développe. Car 2009 est vue comme un exemple et un but à atteindre quoique les discours d'apparence disent " *l'analyse qui dit que le climat socio-économique fait de la Guadeloupe un territoire trop fragile pour qu'une mobilisation puisse avoir lieu se trompe, c'est dans ces conditions avec une vraie mobilisation que l'on obtient des résultats* " , poursuit Eddy Damas. " *On n'a jamais vu un changement se faire sans qu'il y ait une révolution* " . Le ton est donné. Du côté des syndicats au moins l'atmosphère est propice à un mouvement d'ampleur. " *Dans la lutte il n'y a pas de limite* " , achève-t-il. Que la sauce prenne sur le long terme ça, c'est une chose que seule le temps peut dire. Le temps et peut-être aussi, les incitateurs qui œuvrent dans l'ombre pour souffler sur les braises des différents foyers de gronde sociale dispersés dans l'île.